



RCS : TOULOUSE  
Code greffe : 3102

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de TOULOUSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2001 B 00585  
Numéro SIREN : 337 682 017  
Nom ou dénomination : SARL S.P.J.M.

Ce dépôt a été enregistré le 07/09/2016 sous le numéro de dépôt A2016/014582

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
.....  
**TOULOUSE**



1961419

**Dénomination :** SARL S.P.J.M.  
**Adresse :** 4 place Saint-etienne 31000 Toulouse -FRANCE-  
  
**n° de gestion :** 2001B00585  
**n° d'identification :** 337 682 017  
  
**n° de dépôt :** A2016/014582  
**Date du dépôt :** 07/09/2016

**Pièce :** Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire  
du 31/07/2016 sous condition suspensive



1961419

## SARL S.P.J.M

Société à responsabilité limitée au capital de 5 026 140 euros  
Siège social : 4 place Saint-Etienne, 31000 Toulouse

RCS TOULOUSE 337 682 017

### PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 31 JUILLET 2016

L'an deux mille seize,  
Le 31 juillet,  
A 11h00,

Les associés de la société **SARL S.P.J.M**, société à responsabilité limitée au capital de 5 026 140 euros, divisé en 59 835 parts de 84 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire à l'adresse suivante : 4 Place Saint Etienne, 31000 TOULOUSE, sur convocation de la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents et/ou représentés en entrant en séance.

Sont présents ou représentés :

- **Monsieur Serge MAS**

Propriétaire de 29 575 parts sociales en pleine propriété,  
et l'usufruit de 29 000 parts sociales,

- **Madame Jeanne-Marie MAS**

Propriétaire de 420 parts sociales en pleine propriété,

- **Madame Paule MAS**

Propriétaire de 420 parts sociales en pleine propriété,  
et la nue-propriété de 14 500 parts sociales,

- **Madame Sophie SARA**

Propriétaire de 420 parts sociales en pleine propriété,  
et la nue-propriété de 14 500 parts sociales,

**Total égal au nombre de parts composant le capital social :  
CINQUANTE NEUF MILLE HUIT CENT TRENTE CINQ (59 835)**

Seuls associés de la société et représentant en tant que tels, la totalité des parts sociales

*Bm* *Jm* *SM* *S.S.*

composant le capital social, l'Assemblée Générale Extraordinaire est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Serge MAS, co-gérant associé.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- Les copies des lettres de convocation ;
- La feuille de présence ;
- Le rapport de la gérance ;
- Le texte du projet de résolutions.

Le Président déclare que tous les documents prescrits par l'article R 223-19 du Code de commerce ont été adressés aux associés en même temps que la convocation et tenus à leur disposition au siège social pendant le délai de quinze jours ayant précédé l'assemblée.

L'assemblée sur sa demande lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

### **ORDRE DU JOUR**

- ***Rachat de 7000 parts appartenant à Monsieur Serge MAS,***
- ***Réduction du capital social par voie d'annulation des parts objet du rachat,***
- ***Modification corrélative des articles 6, 7 et 8 des statuts,***
- ***Pouvoir pour l'accomplissement des formalités.***

Le Président donne lecture du rapport de la gérance portant sur cette réduction du capital social.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

### **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de réduire le capital d'une somme de cinq cent quatre-vingt-huit mille euros (588.000 €) et de le ramener ainsi de son montant actuel de cinq millions vingt-six mille cent quarante euros (5.026.140 €) à quatre millions quatre cent trente-huit mille cent quarante euros (4.438.140 €) par la voie de rachat de 7.000 parts de quatre-vingt-quatre euros (84 €) de valeur nominale chacune, au prix de trois millions cent cinquante mille euros (3.150.000 €).

Les parts objet du rachat appartiennent à Monsieur Serge MAS.



L'excédent du prix global de rachat sur la valeur nominale de l'ensemble des titres rachetés, soit deux millions cinq cent soixante-deux mille euros (2.562.000 €) sera imputé sur le compte de « réserves facultatives ».

La somme de trois millions cent cinquante mille euros (3.150.000 €) sera portée au crédit du compte courant de Monsieur Serge MAS.

Cette réduction est décidée sous la condition suspensive de toute opposition faite dans les délais légaux par les créanciers sociaux antérieurs à la date du dépôt du procès-verbal au Greffe, ou du rejet sans condition de la ou des oppositions par le Tribunal de Commerce de Toulouse.

Monsieur Serge MAS est investi des pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser et de constater le rachat suivi de l'annulation du nombre de titres ainsi décidé.

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

## **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale Extraordinaire, sous la condition suspensive de la constatation par une assemblée générale du rachat, procède à l'annulation des 7.000 parts et à la réduction définitive du capital social et modifie ainsi qu'il suit les articles 6, 7 et 8 des statuts.

### **« ARTICLE 6 – APPORTS**

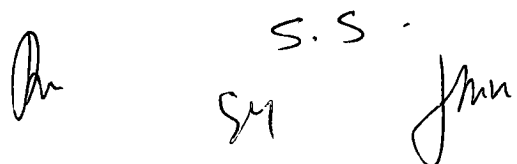
1°/ lors de la constitution de la société, il a été apporté la somme de QUATRE VINGT MILLE FRANCS, ci ..... 80 000 F.

2°/ suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 22 Octobre 1990, le capital a été augmenté de TRENTE SEPT MILLE FRANCS (37 000 F.) puis réduit de DIX SEPT MILLE FRANCS (17 000 F), ci ..... 20 000 F.

3°/ suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 19 Février 1996, le capital a été augmenté de UN MILLION NEUF CENT CINQUANTE SIX MILLE FRANCS (1 956 000 F.) par apport de 16 300 actions de la SA SOPRA dont la valeur unitaire a été estimée à 120 Francs, ci .....1 956 000 F.

4°/ suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 Mars 1998, le capital a été augmenté de SEPT CENT DIX NEUF MILLE SIX CENTS FRANCS (719 600 F.) puis réduit de DEUX MILLIONS DEUX CENT DIX MILLE DEUX CENTS FRANCS (2 210 200 F.),

5°/ suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 23 Juin 2000, le capital social a été augmenté de 2 131 895,10 Francs pour le porter de 565 400 Francs à 2 697 295,10 Francs, puis il a été converti en EUROS pour obtenir la somme de 411 200 EUROS,

The bottom right of the page contains three handwritten signatures or initials. From left to right: a stylized signature, the initials 'S.M.', and a signature that appears to be 'J.M.' with 'S.S.' written above it.

6°/ suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 10 Décembre 2004, le capital social a été augmenté de 180 700 EUROS, il passe de 411 200 € à 591 900 €.

7°/ suivant délibérations de l'assemblée générale du 13 Juin 2009, le capital social a été augmenté de 122 280 € (65 000 € par apport en espèces et 57 280 € par incorporation de réserves) et porté ainsi de 591 900 € à 714 180 €.

8°/ suivant délibérations de l'assemblée générale du 6 Juin 2010, le capital social a été augmenté de SOIXANTE SEPT MILLE DEUX CENTS EUROS (67 200 €) par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, et DEUX CENT TRENTE CINQ MILLE HUIT CENT QUINZE EUROS (235 815 €) par incorporation de réserves, et porté ainsi de 714 180 € à 1 017 195 €.

9°) suivant délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 11 août 2015, le capital social a été augmenté de 4 008 945 euros par incorporation de la prime d'émission pour 3 469 440 euros et des réserves à hauteur de 539 505 euros, le capital social est ainsi porté à 5 026 140 euros (CINQ MILLIONS VINGT SIX MILLE CENT QUARANTE EUROS).

10°) suivant délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 31 juillet 2016, le capital social a été réduit de cinq cent quatre-vingt-huit mille euros (588.000 €) par rachat et annulation de 7.000 parts.

#### **« ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL**

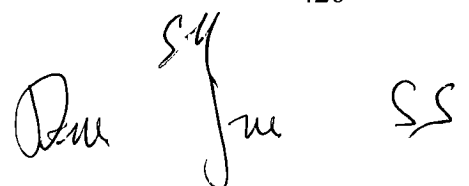
Le capital social est fixé à **QUATRE MILLIONS QUATRE CENT TRENTE-HUIT MILLE CENT QUARANTE EUROS (4.438.140 €)**.

Il est divisé en 52.835 parts sociales de 84 € chacune, entièrement libérées. »

#### **« ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

- |  |        |
|--|--------|
| - <b>A Monsieur Serge MAS</b><br>Vingt-deux mille cinq cent soixante-quinze parts sociales, ci<br>En pleine propriété,<br>Et l'usufruit de 29 000 parts sociales<br>(parts de Mme Paule MAS et de Mme Sophie SARA) | 22 575 |
| - <b>A Madame Jeanne Marie MAS</b><br>Quatre cent vingt parts sociales, ci<br>En pleine propriété  | 420    |
| - <b>A Madame Paule MAS</b><br>Quatre cent vingt parts sociales, ci<br>En pleine propriété,  | 420    |



Quatorze mille cinq cents parts sociales, En nue-propriété,	14 500
<b>- A Madame Sophie MAS</b>	
Quatre cent vingt parts sociales, ci En pleine propriété,	420
Quatorze mille cinq cents parts sociales, En nue-propriété,	14 500

**TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL :  
CINQUANTE DEUX MILLE HUIT CENT TRENTE-CINQ PARTS SOCIALES, ci  
52 835**

Les associés déclarent expressément que toutes les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et sont toutes entièrement libérées. »

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

### **TROISIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au gérant et au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

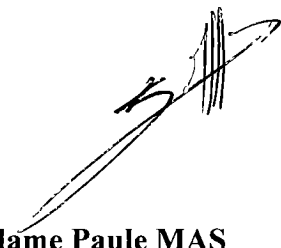
**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 12 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés présents ou représentés et par la Gérance.

**Monsieur Serge MAS**

**Madame Jeanne-Marie MAS**



**Madame Paule MAS**



**Madame Sophie MAS**



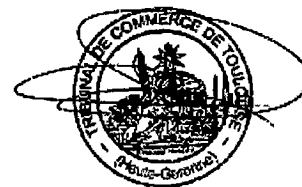

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
.....  
**TOULOUSE**



**Dénomination :** SARL S.P.J.M.  
**Adresse :** 4 place Saint-etienne 31000 Toulouse -FRANCE-  
  
**n° de gestion :** 2001B00585  
**n° d'identification :** 337 682 017  
  
**n° de dépôt :** A2016/014582  
**Date du dépôt :** 07/09/2016

**Pièce :** Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire  
du 31/07/2016 constatation de la réduction du  
capital social

1961420



1961420

## SARL S.P.J.M

Société à responsabilité limitée au capital de 5 026 140 euros  
Siège social : 4 place Saint-Etienne, 31000 Toulouse

RCS TOULOUSE 337 682 017

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS  
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE  
EN DATE DU 31 JUILLET 2016**

L'an deux mille seize,  
Le 31 juillet,  
A 14h00,

Les associés de la société **SARL S.P.J.M**, société à responsabilité limitée au capital de 5 026 140 euros, divisé en 59 835 parts de 84 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire à l'adresse suivante : 4 Place Saint Etienne, 31000 TOULOUSE, sur convocation de la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents et/ou représentés en entrant en séance.

Sont présents ou représentés :

**- Monsieur Serge MAS**

Propriétaire de 29 575 parts sociales en pleine propriété,  
et l'usufruit de 29 000 parts sociales,

**- Madame Jeanne-Marie MAS**

Propriétaire de 420 parts sociales en pleine propriété,

**- Madame Paule MAS**

Propriétaire de 420 parts sociales en pleine propriété,  
et la nue-propriété de 14 500 parts sociales,

**- Madame Sophie SARA**

Propriétaire de 420 parts sociales en pleine propriété,  
et la nue-propriété de 14 500 parts sociales,

**Total égal au nombre de parts composant le capital social :  
CINQUANTE NEUF MILLE HUIT CENT TRENTE CINQ (59 835)**

Seuls associés de la société et représentant en tant que tels, la totalité des parts sociales

*jon-he*

*M*

*S.S -*

*84*

composant le capital social, l'Assemblée Générale Extraordinaire est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Serge MAS, co-gérant associé.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- Les copies des lettres de convocation ;
- La feuille de présence ;
- Le rapport de la gérance ;
- Le texte du projet de résolutions.

Le Président déclare que tous les documents prescrits par l'article R 223-19 du Code de commerce ont été adressés aux associés en même temps que la convocation et tenus à leur disposition au siège social pendant le délai de quinze jours ayant précédé l'assemblée.

L'assemblée sur sa demande lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

### **ORDRE DU JOUR**

- *Constatation définitive de la réduction du capital social par voie de rachat et d'annulation de parts*
- *Pouvoir pour l'accomplissement des formalités.*

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

### **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale Extraordinaire constate la réduction du capital social d'une somme de cinq cent quatre-vingt-huit mille euros (588.000 €), le ramenant ainsi de cinq millions vingt-six mille cent quarante euros (5.026.140 €) à quatre millions quatre cent trente-huit mille cent quarante euros (4.438.140 €) par la voie de rachat et d'annulation de 7.000 parts de 84 € (quatre-vingt-quatre euros) de valeur nominale chacune.

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

### **DEUXIEME RESOLUTION**

*m*      *S.S.*      *SH*

*fm*

L'Assemblée Générale Extraordinaire modifie définitivement ainsi qu'il suit les articles 6, 7 et 8 des statuts.

**« ARTICLE 6 – APPORTS**

1°/ lors de la constitution de la société, il a été apporté la somme de QUATRE VINGT MILLE FRANCS, ci ..... 80 000 F.

2°/ suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 22 Octobre 1990, le capital a été augmenté de TRENTE SEPT MILLE FRANCS (37 000 F.) puis réduit de DIX SEPT MILLE FRANCS (17 000 F), ci ..... 20 000 F.

3°/ suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 19 Février 1996, le capital a été augmenté de UN MILLION NEUF CENT CINQUANTE SIX MILLE FRANCS (1 956 000 F.) par apport de 16 300 actions de la SA SOPRA dont la valeur unitaire a été estimée à 120 Francs, ci .....1 956 000 F.

4°/ suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 Mars 1998, le capital a été augmenté de SEPT CENT DIX NEUF MILLE SIX CENTS FRANCS (719 600 F.) puis réduit de DEUX MILLIONS DEUX CENT DIX MILLE DEUX CENTS FRANCS (2 210 200 F.),

5°/ suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 23 Juin 2000, le capital social a été augmenté de 2 131 895,10 Francs pour le porter de 565 400 Francs à 2 697 295,10 Francs, puis il a été converti en EUROS pour obtenir la somme de 411 200 EUROS,

6°/ suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 10 Décembre 2004, le capital social a été augmenté de 180 700 EUROS, il passe de 411 200 € à 591 900 €.

7°/ suivant délibérations de l'assemblée générale du 13 Juin 2009, le capital social a été augmenté de 122 280 € (65 000 € par apport en espèces et 57 280 € par incorporation de réserves) et porté ainsi de 591 900 € à 714 180 €.

8°/ suivant délibérations de l'assemblée générale du 6 Juin 2010, le capital social a été augmenté de SOIXANTE SEPT MILLE DEUX CENTS EUROS (67 200 €) par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, et DEUX CENT TRENTE CINQ MILLE HUIT CENT QUINZE EUROS (235 815 €) par incorporation de réserves, et porté ainsi de 714 180 € à 1 017 195 €.

9°) suivant délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 11 août 2015, le capital social a été augmenté de 4 008 945 euros par incorporation de la prime d'émission pour 3 469 440 euros et des réserves à hauteur de 539 505 euros, le capital social est ainsi porté à 5 026 140 euros (CINQ MILLIONS VINGT SIX MILLE CENT QUARANTE EUROS).

10°) suivant délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 31 juillet 2016, le capital social a été réduit de cinq cent quatre-vingt-huit mille euros (588.000 €) par rachat et annulation de 7.000 parts.

*SS. 25*  
*Pm Jm*

**« ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à **QUATRE MILLIONS QUATRE CENT TRENTE-HUIT MILLE CENT QUARANTE EUROS (4.438.140 €)**.

Il est divisé en 52.835 parts sociales de 84 € chacune, entièrement libérées. »

**« ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

- <b>A Monsieur Serge MAS</b> Vingt-deux mille cinq cent soixante-quinze parts sociales, ci En pleine propriété, Et l'usufruit de 29 000 parts sociales (parts de Mme Paule MAS et de Mme Sophie SARA)	22 575
- <b>A Madame Jeanne Marie MAS</b> Quatre cent vingt parts sociales, ci En pleine propriété	420
- <b>A Madame Paule MAS</b> Quatre cent vingt parts sociales, ci En pleine propriété, Quatorze mille cinq cents parts sociales, En nue-propiété,	420 14 500
- <b>A Madame Sophie MAS</b> Quatre cent vingt parts sociales, ci En pleine propriété, Quatorze mille cinq cents parts sociales, En nue-propiété,	420 14 500

**TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL :  
CINQUANTE DEUX MILLE HUIT CENT TRENTE-CINQ PARTS SOCIALES, ci  
52 835**

Les associés déclarent expressément que toutes les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et sont toutes entièrement libérées. »

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

**TROISIEME RESOLUTION**

*M*      *S.S.*      *M*  
*Juan*

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au gérant et au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 15 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés présents ou représentés et par la Gérance.

**Monsieur Serge MAS**

**Madame Jeanne-Marie MAS**



**Madame Paule MAS**



**Madame Sophie MAS**



**Enregistré à : S.I.E DE TOULOUSE-NORD**

**Le 30/08/2016 Bordereau n°2016/1 402 Case n°14**

**Ext 5142**

**Enregistrement : 500 € Pénalités :**

**Total liquidé : cinq cents euros**

**Montant reçu : cinq cents euros**

**L'Agent des impôts**





# **SARL S.P.J.M.**

**Société à responsabilité limitée au capital de 4 438 140 €  
Siège social : 4 Place saint Etienne – 31000 TOULOUSE  
RCS TOULOUSE 337 682 017**

## **STATUTS**

**MIS A JOUR LE 31 JUILLET 2016**

**Copie certifiée conforme  
Monsieur Serge MAS  
Gérant**



**4 place saint Etienne  
31000 TOULOUSE  
Tél. 05 61 14 93 00  
Fax 05 61 14 05 30  
Siret : 337 682 017 00039**

## **ARTICLE 1 – FORME**

La Société SARL S.P.J.M. a été constituée sous la forme de société civile en date à Toulouse du 1<sup>er</sup> Avril 1986 suivant acte sous seing privé enregistré à la Recette Principale de Toulouse Est le 10 Avril 1986, F° 28 Bordereau 119 n° 5, puis transformée en société à responsabilité limitée à compter du 31 Décembre 2000 suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire du 29 Décembre 2000. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

## **ARTICLE 2 – OBJET**

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- L'achat, la construction et la vente d'immeubles,
- L'achat et la vente de tous biens immeubles,
- La construction, l'achat et la gestion de résidences hôtelières,

Le tout directement ou indirectement par voie de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apports, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'associations en participation ou de prise ou de dation en location ou location gérance de tous biens et autres droits,

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

## **ARTICLE 3 – DENOMINATION**

La dénomination de la société est :

**SARL S.P.J.M.**

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « SARL » et de l'énonciation du montant du capital social.

## **ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé :

**4 Place Saint Etienne – 31000 TOULOUSE**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

## **ARTICLE 5 – DUREE**

La durée de la société est fixée à **CINQUANTE (50) années** à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés réalisée le 22 Mai 1986, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

## **ARTICLE 6 – APPORTS**

1°/ lors de la constitution de la société, il a été apporté la somme de QUATRE VINGT MILLE FRANCS, ci ..... 80 000 F.

2°/ suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 22 Octobre 1990, le capital a été augmenté de TRENTE SEPT MILLE FRANCS (37 000 F.) puis réduit de DIX SEPT MILLE FRANCS (17 000 F.), ci ..... 20 000 F.

3°/ suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 19 Février 1996, le capital a été augmenté de UN MILLION NEUF CENT CINQUANTE SIX MILLE FRANCS (1 956 000 F.) par apport de 16 300 actions de la SA SOPRA dont la valeur unitaire a été estimée à 120 Francs, ci .....1 956 000 F.

4°/ suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 Mars 1998, le capital a été augmenté de SEPT CENT DIX NEUF MILLE SIX CENTS FRANCS (719 600 F.) puis réduit de DEUX MILLIONS DEUX CENT DIX MILLE DEUX CENTS FRANCS (2 210 200 F.),

5°/ suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 23 Juin 2000, le capital social a été augmenté de 2 131 895,10 Francs pour le porter de 565 400 Francs à 2 697 295,10 Francs, puis il a été converti en EUROS pour obtenir la somme de 411 200 EUROS,

6°/ suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 10 Décembre 2004, le capital social a été augmenté de 180 700 EUROS, il passe de 411 200 € à 591 900 €,

7°/ suivant délibérations de l'assemblée générale du 13 Juin 2009, le capital social a été augmenté de 122 280 € (65 000 € par apport en espèces et 57 280 € par incorporation de réserves) et porté ainsi de 591 900 € à 714 180 €

8°/ suivant délibérations de l'assemblée générale du 6 Juin 2010, le capital social a été augmenté de SOIXANTE SEPT MILLE DEUX CENTS EUROS (67 200 €) par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, et DEUX CENT TRENTE CINQ MILLE HUIT CENT QUINZE EUROS (235 815 €) par incorporation de réserves, et porté ainsi de 714 180 € à 1 017 195 €.

9°) suivant délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 11 août 2015, le capital social a été augmenté de 4 008 945 euros par incorporation de la prime d'émission pour 3 469 440 euros et des réserves à hauteur de 539 505 euros, le capital social est ainsi porté à 5 026 140 euros (cinq millionS vingt six mille cent quarante euros).

10°) suivant délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2016, le capital social a été réduit de cinq cent quatre-vingt-huit mille euros (588.000 €) par rachat et annulation de 7.000 parts.

## **ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à **QUATRE MILLIONS QUATRE CENT TRENTE-HUIT MILLE CENT QUARANTE EUROS (4.438.140 €)**.

Il est divisé en 52.835 parts sociales de 84 € chacune, entièrement libérées.

## **ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

- **A Monsieur Serge MAS**

Vingt-deux mille cinq cent soixante-quinze parts sociales, ci  
En pleine propriété,  
Et l'usufruit de 29 000 parts sociales  
(parts de Mme Paule MAS et de Mme Sophie SARA)

22 575

- **A Madame Jeanne Marie MAS**

Quatre cent vingt parts sociales, ci  
En pleine propriété

420

- **A Madame Paule MAS**

Quatre cent vingt parts sociales, ci	420
En pleine propriété,	
Quatorze mille cinq cents parts sociales,	14 500
En nue-propiété,	
<b>- A Madame Sophie MAS</b>	
Quatre cent vingt parts sociales, ci	420
En pleine propriété,	
Quatorze mille cinq cents parts sociales,	14 500
En nue-propiété,	

**TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL :  
CINQUANTE DEUX MILLE HUIT CENT TRENTE-CINQ PARTS SOCIALES, ci 52 835**

Les associés déclarent expressément que toutes les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et sont toutes entièrement libérées.

### **ARTICLE 9 – COMPTES COURANTS**

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la société toutes les sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la société a la faculté de rembourser tout ou partie après avis donné par écrit un mois à l'avance sauf stipulation contraire.

### **ARTICLE 10 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL**

1. Le capital social peut être augmenté soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête de la gérance.

2. Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, mais en aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à porter celui-ci à un montant au moins égal au montant du capital social minimum prévu par la loi, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Cette dissolution ne pourra être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

3. Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits d'attribution ou de parts anciennes pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

### **ARTICLE 11 – SOUSCRIPTION ET REPRESENTATION DE PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en nature ou en numéraire. Elles ne peuvent représenter des apports en

industrie sous réserve des droits du conjoint de l'apporteur en nature ou de l'apporteur en nature lui-même

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique.

## **ARTICLE 12 – DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTS SOCIALES**

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard de tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

## **ARTICLE 13 – INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société, à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de le représenter.

## **ARTICLE 14 – CESSION ET TRANSMISSION DE PARTS SOCIALES**

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au registre du Commerce et des Sociétés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants de ceux-ci, dans les conditions et modalités requises par la loi et les règlements en vigueur.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société qui n'a pas à être motivée est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés sont tenus dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquiescer ou de faire acquiescer les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

La société peut également avec le consentement de l'associé cédant, déclarer dans le même délai de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par le Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant, l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Les parts sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droit, qu'ils soient ou non soumis à agrément, doivent justifier de leur identité et de leur qualité héréditaire auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

#### **ARTICLE 15 – DECES , INTERDICTION , FAILLITE D'UN ASSOCIE , ASSOCIE UNIQUE**

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

En cas de réunion dans une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

#### **ARTICLE 16 – GERANCE**

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Les gérants de la société sont :

- **Monsieur Serge MAS, demeurant 25 Port Saint Sauveur, 31000 TOULOUSE**
- **Madame Sophie MAS Epouse SARA, demeurant 13 Avenue Théophile Gautier, 75016 PARIS**
- **Madame Paule MAS, demeurant 271 Avenue Jean Rieux, 31500 TOULOUSE**

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a par ailleurs droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la société sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social à peine qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet, ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. En conséquence, il pourra sans y avoir été autorisé au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la société, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

#### **ARTICLE 17 – COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la loi du 24 Juillet 1966.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

#### **ARTICLE 18 – CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE**

La gérance ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

L'assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes :

- L'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés,
- Le nom des gérants ou associés intéressés,
- La nature, l'objet desdites conventions,
- Les modalités essentielles de ces conditions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conditions analysées,
- L'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conditions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des gérants ou associés, ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

## **ARTICLE 19 – DECISIONS COLLECTIVES**

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants, ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant par le président de séance.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui de parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés ont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions règlementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

#### **ARTICLE 20 – DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES**

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation du gérant non statutaire sont toujours prises à la majorité absolue des parts sociales.

#### **ARTICLE 21 – DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES**

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer, les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elle ont été adoptées :

- A l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile,
- A la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts,
- Par des associés représentant au moins les trois quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

#### **ARTICLE 22 – DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES**

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions règlementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et règlementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au commissaire aux comptes s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

## **ARTICLE 23 – EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le **1<sup>er</sup> AVRIL** et finit le **31 MARS**.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par la loi et le décret.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du commissaire aux comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

## **ARTICLE 24 – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portés en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

L'assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'assemblée générales sont fixées par elle ou à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'assemblée générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

#### **ARTICLE 25 – PROROGATION**

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la société doit être prorogée.

#### **ARTICLE 26 – CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si l'assemblée n'a pu délibérer valablement.

#### **ARTICLE 27 – TRANSFORMATION DE LA SOCIETE**

La transformation de la société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois, la transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée si la société à responsabilité limitée n'a établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices. Toutefois, et sous ces mêmes réserves, elle peut être décidée par les associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 762 245 Euros.

La décision de transformation en société anonyme est précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit sur la situation de la société, et du rapport d'un ou plusieurs commissaire à la transformation désignés par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le commissaire aux comptes de la société peut être nommé commissaire à la transformation. Toutefois, une décision unanime des associés peut désigner comme commissaire à la transformation le commissaire aux comptes de la société.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers, ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès verbal, la transformation est nulle.

#### **ARTICLE 28 – DISSOLUTION – LIQUIDATION**

La société est dissoute à l'arrivée du terme (à défaut de prorogation), en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la société subsiste, pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

La mention « société en liquidation », ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la société . La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation, elle nomme un ou plusieurs liquidateurs choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant en résulter, entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

#### **ARTICLE 29 – CONTESTATIONS**

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la société et les associés relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.